

Des organisations sociales défendent le système de protection des droits humains au Venezuela



Caracas, 6 juillet, (RHC).- Des organisations sociales et des ONG du Venezuela se sont rangés du côté des autorités pour défendre le système de protection des droits humains dans ce pays après la publication du rapport rendu par Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme.

Les autorités vénézuéliennes ont dénoncé la vision sélective et ouvertement partialisée du rapport sur la situation au Venezuela à l'encontre des principes de la Déclaration et du Programme d'Action de Vienne.

Au cours de la 41e période de sessions du Conseil de l'ONU pour les Droits de l'Homme, William Castillo a relevé que le Venezuela est sûr du fait que Michelle Bachelet sait que son rapport ne reflète pas la réalité que vit le pays et que, pour cette raison, il a exigé la correction de son contenu.

Le vice-ministre vénézuélien des Affaires étrangères chargé de la communication a ajouté qu'au cours de l'élaboration de ce document l'on a privilégié excessivement des sources manquant d'objectivité et que le rapport exclue presque totalement les informations officielles fournies au Bureau de la Haute Commissaire.

William Castillo a ensuite appelé Michelle Bachelet à se prononcer à ce sujet de façon pondérée et respectueuse et il a mis l'accent sur le fait que le Venezuela prendra en considération les recommandations constructives qu'elle fera afin de renforcer l'exercice des droits de l'homme et de consolider l'état social de droit et de justice dans le pays.

Le Réseau vénézuélien pour les Droits humains a souligné que le document passe sous silence l'impact sur la société du blocus économique et financier imposé par Washington, une question dénoncée à maintes reprises dans des tribunes de l'ONU.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/195400-des-organisations-sociales-defendent-le-systeme-de-protection-des-droits-humains-au-venezuela>



Radio Habana Cuba